

COMMUNIQUÉ

Réforme de la voie professionnelle et risques psycho-sociaux : le ministère déconnecté du terrain

Le 5 septembre dernier, le CHSCT Ministériel reconnaissait les risques psycho-sociaux engendrés par la réforme Blanquer de la voie professionnelle et en demandait l'abandon.

Dans sa réponse envoyée avec 2 mois de retard, la DGRH balaie l'avis d'un revers de main : le comité de suivi et les séminaires prévus dans le schéma directeur de la formation suffiraient, selon le ministère, à limiter les risques psycho-sociaux engendrés par la réforme.

Or à ce stade, le Comité de suivi n'a formulé aucune préconisation ou recommandation concrète et sérieuse, malgré les nombreuses alertes lancées par les SNUEP-FSU lors des réunions. Les synthèses des débats se contentent d'évoquer une *"poursuite de la communication sur le sens global de la réforme pour en faciliter l'appropriation"* ou encore la *"promotion du travail en équipe dans les établissements à travers le conseil pédagogique"*...

Datée du 7 janvier, la lettre du Ministre au Comité de suivi ignore les difficultés réelles rencontrées par les enseignant-es, dont la réforme et ses dispositifs sont la cause. Au lieu de revoir sa copie, le Ministre bascule dans l'injonction aux « bonnes pratiques » et renvoie aux seules heures de consolidation le soin de suppléer aux faiblesses des élèves en français et en mathématiques. Est-il nécessaire de rappeler que sa réforme diminue justement le nombre d'heures de cours dans ces disciplines ?

La formation, quant à elle, et en particulier si elle devient obligatoire hors temps de travail, ne permet pas un allègement de la charge de travail inhérente à la mise en place de cette réforme et ne réduit pas les conséquences des conditions de travail des personnels sur leur vie quotidienne.

Pour le SNUEP-FSU, cette réponse tardive d'un service du ministère à une question éminemment politique et la lettre du Ministre au Comité de suivi ne sont ni sérieuses sur le fond, ni proportionnées aux difficultés des élèves et des professeur-es de lycée professionnel. Au contraire, elles témoignent, une fois encore, du mépris du ministre pour la profession, ce qui n'augure rien de bon à l'orée des "négociations" censées s'ouvrir sur les évolutions du métier d'enseignant.

Le SNUEP-FSU dénonce toujours la réforme Blanquer de la voie professionnelle qui pénalise les élèves et enseignant-es. C'est cette position qu'il défend en portant la parole des enseignant-es dans un Comité de suivi, qui ne serait guère, sinon, qu'une simple chambre d'autosatisfecit.